



Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

CCP 2327 K Paris
Association reconnue
d'utilité publique,
créée en 1960.



PRIX 2007 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "INFORMATION DU PUBLIC
SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT" POUR LE
PROGRAMME ALIMENTERRE.

PRIX 2001 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT"
POUR LE PROJET KAFO JIGINEW,
LA BANQUE DES PAYSANS AU MALI.

Rendez-vous sous l'arbre, Monsieur Zoellick !

Par **Bénédicte Hermelin**, directrice du GRET

et **Jean-Louis Vielajus**, délégué général du CFSI

Il y a peu, les propos tenus sur la crise alimentaire par la Banque mondiale auraient été inimaginables. Robert B. Zoellick¹ appelle à une nouvelle donne alimentaire mondiale pour éviter que la faim ne fasse des centaines de millions de nouvelles victimes. Deux de ses propositions retiennent l'attention.

Pour l'aide alimentaire d'urgence, il recommande notamment de rénover les pratiques traditionnelles de distribution gratuite de nourriture importée et de privilégier la distribution de bons alimentaires et l'approvisionnement sur les marchés locaux. Et M. Zoellick a raison, car il serait désastreux de déstabiliser encore plus ces marchés par des importations massives qui viendraient encore appauvrir les agricultures nationales.

A plus long terme, il préconise de miser sur le développement de l'agriculture vivrière des pays pauvres. M. Zoellick a encore raison mais on ne peut s'empêcher de rappeler l'aveuglement de la Banque mondiale, qui a agi en sens inverse pendant près de trente ans.

Car la doctrine des décennies précédentes était des plus claires. Les pays pauvres étaient alors incités à s'approvisionner sur les marchés internationaux pour nourrir à bas prix les villes. Ce compromis international, sous-tendu par la théorie des avantages comparatifs, présentait justement des avantages pour certains : la possibilité de brader les surplus alimentaires pour les pays riches ; et la garantie d'une paix sociale dans les grandes villes pour les pays pauvres.

Rappelons que cette option a conduit à appauvrir systématiquement des centaines de millions de petits producteurs agricoles des pays en développement. Sur les 850 millions de personnes souffrant de la faim avant le déclenchement de la crise actuelle, 600 millions étaient des paysans. Que des paysans aient faim est paradoxal, mais c'est une réalité depuis des années, une crise muette et peu visible. Bien plus visibles, les émeutes actuelles ont pour effet une volonté renouvelée de changer le cours des choses.

Mais pour que la nouvelle donne préconisée ait quelque chance d'effacer la crise que l'on connaît aujourd'hui, il faudrait faire encore quelques efforts dans le diagnostic et dans la vision.

Dans son diagnostic, M. Zoellick oublie un pan entier, celui des échanges agricoles internationaux. On ne pourra assurer une alimentation durable au monde si l'on ne remet pas à plat les règles du commerce international des produits agricoles. L'accord agricole de l'OMC, appliqué depuis 1995, vise à libéraliser les échanges agricoles. De l'ouverture des frontières à l'impossibilité de recourir à des instruments de gestion des marchés agricoles nationaux, tout conduit les pays pauvres à importer leur alimentation, sans aucun moyen de mettre en place une politique agricole qui soutienne leurs propres paysans. Tant que les marchés nationaux ne seront pas mis à l'abri des fluctuations du cours mondial des produits de base, les paysans nationaux n'auront aucun intérêt à investir dans leur propre agriculture et continueront à survivre sans chercher à développer leur outil de production. Conclusion : avant de parler de nouveaux prêts, de nouvelles technologies ou de chaîne de valeur agricole, il faut redonner les marges de manœuvre pour des politiques agricoles qui protègent les agricultures locales.

La vision de M. Zoellick aurait, quant à elle, tout intérêt à s'élargir en direction de la société civile. Son catalogue de propositions pour développer l'agriculture des pays pauvres paraît en l'état très mécanique et un peu incantatoire. Le doublement des prêts de la Banque mondiale en Afrique et la mobilisation des donateurs publics et privés ne suffit pas à faire une politique.

Pouvons-nous proposer à M. Zoellick, comme à ces donateurs, un rendez-vous sous l'arbre, quelque part au Sahel ? Il y rencontrera des responsables d'organisations paysannes et des représentants d'ONG internationales qui agissent depuis trente ans pour maintenir un minimum d'espoir chez les paysans. Nous pourrions alors construire une vision commune de cette nouvelle donne alimentaire mondiale.

Contact Presse CFSI :

Typhaine DIOUF - Tél. : 01 44 83 88 53 - Email : communication@cfsi.asso.fr

1- *Le Monde* du dimanche 11 – lundi 12 mai 2008